



RAPPORT D'ACTIVITES 1^{ER} Semestre 2018

Bujumbura, Octobre 2018

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	3
CHAPITRE I. RAPPEL DE LA GENESE, DES OBJECTIFS, DES MISSIONS ET DU CADRE JURIDIQUE DE LA CFCIB.....	4
CHAPITRE II. ORGANES DIRIGEANTS DE LA CFCIB.....	6
CHAPITRE III. MEMBRES DE LA CFCIB.....	7.
CHAPITRE IV. CONTEXTE DE REALISATION DES ACTIVITES DE LA CFCIB EN 2017.....	8
CONCLUSION.....	27

0. INTRODUCTION

La Chambre Fédérale de Commerce et d'Industrie du Burundi (CFCIB) est une association sans but lucratif de droit burundais créée au mois de septembre 2008 et qui est régie par le décret-loi n°1/02 du 27 janvier 2017 portant cadre organique des Associations Sans But Lucratif au Burundi.

Conformément à l'article 19 des statuts, l'Assemblée Générale est l'organe suprême de la CFCIB. Elle est compétente pour délibérer et prendre des résolutions sur toute question concernant la vie de la CFCIB. Elle est saisie notamment pour :

- L'adoption ou la modification des statuts ;
- L'élection du Président et du Vice-Président de l'Assemblée Générale et en même temps Président et Vice-Président du Comité Exécutif;
- L'analyse et l'approbation du rapport d'activité ;
- L'analyse et l'approbation des plans d'actions annuels et
- L'adoption du budget annuel de la CFCIB;
- L'analyse et l'adoption des états financiers de la CFCIB ;
- La fixation de la rémunération du Commissaire aux comptes;
- L'adoption des rapports du Commissaire aux comptes ;
- Le quitus annuel au gérant quotidien des comptes et au Comité
- L'adhésion de nouveaux membres
- La collation de la qualité de membre d'honneur et de membre sympathisant;
- La décision de perte de qualité de membre, à quelque titre que ce soit;
- L'adoption de son règlement d'ordre intérieur ;
- La dissolution de la CFCIB.

Le présent rapport, destiné au Comité Exécutif de la CFCIB, montre les activités réalisées par la CFCIB au cours du 1^{er} Semestre 2018 et donne les perspectives du 2^{ème} Semestre de la même année à travers le Programme de Travail Annuel et Budget y relatif.

Le présent rapport couvre 5 chapitres.

Après avoir rappelé dans le premier chapitre, la genèse, les objectifs et les missions de la CFCIB, il sera décrit dans le deuxième chapitre les organes dirigeants de la CFCIB. Le troisième chapitre sera consacré au membership de la CFCIB. Au quatrième et cinquième chapitre, il sera respectivement développé

la présentation des activités réalisées au cours du Semestre et la situation administrative et financière de la CFCIB.

CHAPITRE I. RAPPEL DE LA GENESE, DES OBJECTIFS, DES MISSIONS DE LA CFCIB

Le secteur privé burundais a été touché de plein fouet par la crise qui a frappé le pays depuis 1993. La Chambre de Commerce et d'Industrie du Burundi (CCIB) qui était le principal cadre d'expression des opérateurs économiques s'est enlisé dans un dysfonctionnement général dont l'une des conséquences a été le départ de certains de ses membres pour créer des organisations concurrentes. Il était nécessaire, pour mieux affronter les défis de la reconstruction, que tous les opérateurs économiques du Burundi s'organisent ensemble pour parler d'une seule voix.

C'est dans ce contexte que des pourparlers et négociations entre les différents organismes du secteur privé du Burundi ont abouti à la création d'une organisation faitière par l'adoption en septembre 2008 des statuts de la Chambre Fédérale de Commerce et d'Industrie du Burundi, CFCIB en sigle.

L'organisation faitière ainsi créée a pour objet d'initier, proposer et soutenir toutes les actions visant à améliorer l'environnement des affaires en vue du développement du secteur privé.

A ce titre, elle a entre autres pour missions de (d') :

- Concevoir, proposer et contribuer à la promotion et à la mise en œuvre d'une politique générale de développement du secteur privé ;
- Représenter les chambres sectorielles du secteur privé qui la composent en défendant leurs intérêts auprès du Gouvernement, des administrations nationales et locales, des institutions ou organismes publics, semi-publics ou privés, des organisations non gouvernementales et des bailleurs de fonds ainsi qu'auprès des organisations internationales ;
- Apporter aux chambres sectorielles du secteur privé qui la composent toute assistance technique ;
- Mettre à la disposition des entreprises et autres associations du secteur privé des services d'assistance technique, de conseil spécialisé, d'information, de formation et tous services de développement de l'entreprise et des organisations professionnelles du secteur privé ;

- Contribuer à l'instauration des conditions nécessaires au renforcement et à l'accès au crédit commercial, aux exigences de la transparence, à la libre concurrence, à la mise en place d'une législation fiscale incitative au développement économique et social et la lutte contre les pratiques qui nuisent à la stabilité des affaires ;
- Valoriser l'image du secteur privé en général et des organisations professionnelles du secteur privé en renforçant l'éthique de l'acte d'entreprendre ainsi que sa dimension citoyenne ;
- Défendre les opérateurs économiques vis-à-vis de toute pratique délictueuse qui puissent nuire au climat général des affaires ;
- Participer à l'amélioration de l'environnement des affaires en formulant des propositions et des projets concrets au Gouvernement de nature à favoriser les investissements nationaux ou à attirer des investisseurs privés internationaux au Burundi et assurer le suivi de leur impact sur l'économie ;
- Aider à la mise en relation des opérateurs économiques nationaux avec des partenaires de la sous-région et internationaux ;
- Veiller à la cohésion et à la bonne entente entre ses membres en servant, le cas échéant, d'arbitre en cas de recours des parties à ses bons offices ;
- Susciter ou réaliser elle-même des études économiques en rapport avec les nécessités du moment et répondre à des enquêtes réalisées à l'initiative des pouvoirs publics ou d'autres partenaires ;
- Faciliter la formation pratique des futurs cadres par l'organisation des stages dans des entreprises et des conférences dans les universités et autres institutions d'enseignement spécialisé ;
- Promouvoir le commerce national et international notamment par des manifestations commerciales telles que les foires et l'encadrement de la participation des firmes burundaises à des foires et expositions étrangères ;
- Représenter les opérateurs économiques dans des organisations internationales de commerce ;
- Aider à la normalisation ou à la standardisation des marchandises et au dépôt d'échantillons, contribuer à la vulgarisation et à la mise en place desdits standards et normes.

CHAPITRE II. ORGANES DIRIGEANTS DE LA CFCIB

a. La Représentation légale

- Monsieur Audace NDAYIZEYE, Président et Représentant Légal
- Madame Amélie NINGANZA, Vice-Présidente et Représentante Légale Suppléante

b. Le Comité Exécutif

Il est composé de :

- Monsieur Audace NDAYIZEYE, Président
- Madame Amélie NINGANZA , Vice-Présidente
- Monsieur Audace BUKURU, membre
- Madame Jacqueline NDAYIZEYE, membre
- Monsieur François BUTOKE, membre

c. Le Comité de surveillance

Il est composé de :

- Monsieur Léandre COBASHAKA
- Monsieur Ezéchiel NDUWIMANA
- Maitre Tharcisse HAVYARIMANA

CHAPITRE III. MEMBERSHIP DE LA CFCIB

La CFCIB est constituée par:

1. Onze (11) chambres sectorielles suivantes :

- Chambre sectorielle des commerçants ;
- Chambre sectorielle des mines et carrières;
- Chambre sectorielle de l'industrie du Burundi;
- Chambre sectorielle de l'Art et l'Artisanat ;
- Chambre sectorielle des Transporteurs, des Transitaires et Agences en Douanes ;
- Chambre sectorielle des professionnels du Bâtiment et des Travaux Publics
- Chambre sectorielle des Banques, Assurances, Etablissements Financiers et Micro finance ;
- Chambre sectorielle des prestataires de services ;
- Chambre sectorielle des technologies de l'information et de la communication
- Chambre sectorielle de l'Agribusiness du Burundi ;
- Chambre sectorielle de l'hôtellerie et du tourisme du Burundi.

2. Deux (2) chambres transversales ci-après :

- Chambre transversale des femmes entrepreneurs
- Chambre transversale des professionnels des provinces.

CHAPITRE IV. CONTEXTE DE REALISATION DES ACTIVITES DE

LA CFCIB EN 2017.

Le contexte dans lequel la CFCIB a réalisé ses activités en 2017 aura été principalement caractérisé par :

- Le lobbying auprès du Gouvernement et des bailleurs de fonds pour l'obtention des conventions de financement ;
- La demande de la prise d'acte des nouveaux statuts de la CFCIB auprès du Ministère de l'Intérieur ;
- Le recrutement du nouveau Secrétaire Général de la CFCIB ;
- La démission du Directeur Administratif et Financier ;
- L'absence d'un département en charge des projets et programmes ;
- La fermeture momentanée de la Radio CCIB FM+.

IV.1. DU LOBBYING AUPRES DU GOUVERNEMENT ET DES BAILLEURS DE FONDS POUR L'OBTENTION DES CONVENTIONS DE FINANCEMENT.

Au cours de l'année 2017, la Présidence de la CFCIB a suivi activement la préparation du Projet de Développement Local pour l'Emploi (PDLE) par le Gouvernement et la Banque Mondiale ; et les résultats sont satisfaisants.

En effet, la CFCIB a été retenue formellement à travers la chambre sectorielle des Bâtiments et Travaux Publics et la chambre sectorielle d'Agri-Business pour piloter les projets sous la composante 2 du PDLE qui seront financés dans les secteurs des BTP et d'Agri-Business. L'enveloppe globale de la composante 2 s'élève à 13,5 millions de Dollars Américains répartie comme suit :

- Sous composante 2.1 : Soutien institutionnel pour le développement des chaînes de valeur (2,6 millions de dollars).
- Sous composante 2.2 : Fonds catalytique (8 millions de dollars)

- Sous composante 2.3 : Amélioration du climat des affaires (2,9 millions de dollars). Cette composante 2.3 est exécutée en collaboration avec l'API.

Pour la chambre sectorielle des BTP, le PDLE appuiera les sous secteurs de la pierre et de l'argile. Pour la chambre sectorielle d'Agri-Business, le PDLE appuiera la pêche et les fruits.

La présidence de la CFCIB a poursuivi également des contacts auprès du Gouvernement et de la Banque Mondiale. De ce fait, une convention de financement avec le Projet régional de développement agricole intégré dans les grands lacs (*PRDAIGL*) est actuellement en cours de préparation. Ce projet finance les sous secteurs lait, maïs et riz dans la région grand Imbo .

IV.2. DE LA DEMANDE DE LA PRISE D'ACTE DES NOUVEAUX STATUTS DE LA CFCIB AUPRES DU MINISTERE DE L'INTERIEUR

Le 23 mars 2017, les membres de l'Assemblée Générale de la CFCIB se sont réunis à l'hôtel Martha pour analyser et adopter les nouveaux statuts de la CFCIB en conformité avec la nouvelle loi sur les ASBL du 27/01/2017. Le dossier de demande de prise d'acte de ces nouveaux statuts a été introduit au Ministère de l'intérieur et de la Formation Patriotique le 31/03/2017 mais a pris plus d'une année pour être clôturé.

La prise d'acte des nouveaux statuts de la CFCIB a été accordée le 04/04/2018 .C'est à partir de cette date que la CFCIB a été reconnue comme une ASBL d'utilité publique par le Ministère de l'Intérieur et de la Formation Patriotique.

On noterait que l'absence de cette prise d'acte a été à l'origine de la paralysie de certaines activités comme la mise en place des organes dirigeants de la CFCIB conformes à la loi du 27/01/2017 sur les ASBL.

IV.3. RECRUTEMENT DU NOUVEAU SECRETAIRE GENERAL DE LA CFCIB

Le nouveau Secrétaire Général, Monsieur Denis NSHIMIRIMANA a été recruté avec l'appui de la banque mondiale à travers le PDLE. Il a pris officiellement fonction depuis le 05 juin 2017.

IV.4. DE LA DEMISSION DU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER.

En date du 08 août 2017, le Directeur Administratif et Financier de la CFCIB, Monsieur Salvator NIYITUNGA, a déposé auprès du Secrétaire Général, une lettre de cessation des activités à la CFCIB pour prester pour un autre employeur. Par la suite, l'Assistant Administratif et Financier a été appelé à occuper, à titre intérimaire ce poste et vient de passer une période intérimaire d'une année. L'absence du Personnel suffisant paralyse l'accomplissement des activités de la CFCIB en temps utile et en respect des délais statutaires.

IV.5. DE L'ABSENCE D'UN DEPARTEMENT EN CHARGE DES PROJETS ET PROGRAMMES.

Depuis le mois d'août 2013, le département de la CFCIB en charge des projets et programmes n'existe plus faute de financement pour la pris en charge des salaires du Directeur des projets et programmes qui jusque-là étaient financés sous le budget de la Banque Mondiale à travers le projet PSD.

Suite à l'absence de ce département, certaines activités deviennent difficiles à réaliser .On citerait notamment :

- l'élaboration des projets à soumettre aux bailleurs ;
- l'initiation des études économiques sur le secteur privé ;
- la recherche des financements des projets et programmes de renforcement des capacités des opérateurs économiques ;
- la production des notes de prise de position de la CFCIB au titre de plaidoyer ;
- l'encadrement et le suivi des activités des antennes régionales de la CFCIB ;
- la mise en œuvre des accords de coopération avec les institutions consulaires étrangères ;
- Etc.

Le rétablissement du département des projets et programmes s'avère nécessaire pour le bon fonctionnement et l'accomplissement des missions de la CFCIB.

IV.6. DE LA FERMETURE MOMENTANEE DE LA RADIO CCIB FM+

Au mois d'octobre 2017, le Conseil National de la Communication (CNC) a pris la décision de suspendre la Radio CCIB FM+ pour une période de trois mois suite à un éditorial qui avait été diffusé sur les ondes de la Radio CCIB FM+ en date du 18 septembre 2017.

La fermeture de la Radio CCIB FM+ a eu pour conséquences plusieurs faits dont notamment la suspension des contrats du personnel, ternissement de l'image de la CFCIB auprès de ses partenaires mais surtout la perte des recettes générées par la Radio.

C'est ainsi que le Responsable et Rédacteur en Chef de la Radio a été licencié sans préavis à cause de ces graves manquements.

Au cours de cette période de suspension des contrats des journalistes, l'un des journalistes de la CCIB FM+ a été recruté par un autre organe de presse. L'année 2017 a pris fin avec le départ de trois journalistes et un technicien.

La radio CCIB FM+ émet sur la ville de Bujumbura et dans la plaine ; ce qui constitue une entrave pour atteindre l'ensemble des opérateurs économiques du pays.

Le présent chapitre reprendra les principales activités qui ont été initiées et réalisées au courant de l'année 2017 compte tenu du plan de travail de cette même année et des objectifs stratégiques de la CFCIB.

Objectifs stratégiques	Activités	Indicateurs de performance	Source de vérification	Entité responsable	Résultats atteints
I. Renforcer le Secrétariat General et les Organes de gestion de la CFCIB	- Recruter le Secrétaire Général	Un Secrétaire Général est recruté et opérationnel	Liste de paie et contrat de travail	CA	Le SG a été recruté au mois de juin 2017
	- Recruter un pool d'Experts responsables des directions chargés notamment (i) du plaidoyer (ii) du renforcement des capacités des entreprises et (iii) des projets et services aux membres	Chaque Direction est dotée d'un directeur	Liste de paie et contrats de travail	SG et CA	Ces trois experts n'ont pas été recrutés. Cependant, dans le projet PDLE de la banque mondiale une équipe des spécialistes en chaînes de valeur seront recrutés pour renforcer les BTP et la CAB
	- Réorganiser la Communication dans une cellule rattachée au Secrétariat Général et coiffant trois éléments principaux : CCIB FM Plus Newsletter et Site Web marketing des produits de la CFCIB	Le nouvel organigramme de la CFCIB adopté et la Cellule Communication créée avec son cahier de charges	Règlement d'Ordre Intérieur	SG et Président	Une stratégie et un plan de communication institutionnelle ont été élaborés dans le but de positionner la communication de la CFCIB avec ses besoins et les attentes de ses différentes cibles internes et externes
	- Réorganiser les départements opérationnels de la CFCIB au sein des directions suivantes : (i) du plaidoyer (ii) du renforcement des capacités des entreprises et (iii) des projets et services aux membres	Le nouvel organigramme de la CFCIB est adopté par l'Assemblée Générale	Règlement d'Ordre Intérieur	SG et Président	Cela n'a pas été réalisé suite aux contraintes budgétaires

II. Renforcer la Communication institutionnelle	- Elaborer une Stratégie de Communication interne et externe de la CFCIB son plan d'actions et un Budget associé	la CFCIB dispose d'une Stratégie de Communication adoptée par le C.A	Copie du document de stratégie et PV d'adoption par le CA	SG et Cellule Communication	La stratégie de Communication interne et externe de la CFCIB et son plan d'actions et un Budget associé ont été élaborés par le Bureau ENg Investment Advisory SPRL sur financement de TMEA
	- Doter la CFCIB d'un slogan et revoir son identité visuelle (ex : logo)	Le Slogan de la CFCIB figure sur tous ses outils de communication	Documents de Communication avec le Slogan	SG et Cellule Communication	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de suivi
	- Transformer la Newsletter bimensuelle en Newsletter mensuel	la Newsletter paraît mensuellement	Copie des Newsletters	Cellule Communication	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute du site web
	- Etablir une base de données électronique des récipiendaires de l'e-Newsletter (tous les membres directs et indirects de la CFCIB les partenaires les medias etc.)	La Newsletter est envoyée régulièrement à tous les partenaires internes et externes de l'Institution	Base de données et Copie des mails d'envois	Cellule Communication	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute du site web
	- Effectuer une mise à jour régulière du site web de la CFCIB	Le site WEB de la CFCIB est constamment à jour	Site Web	Cellule Communication et Marketing	Sur financement de TMEA, la maquette du site web de la CFCIB a été mise à jour. Actuellement, une agence de communication a été recrutée pour la collecte d'informations pour l'alimentation du site.

	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer et Mettre en œuvre un Plan Stratégique, un Plan Marketing, Une stratégie Editoriale et un Business Plan pour une CCIB FM Plus autonome 	<p>Le plan stratégique et le plan marketing de la radio CCIB FM+ sont élaborés</p>	<p>Copie du plan stratégique et du plan marketing de la CCIB FM Plus</p>	<p>SG et Cellule Communication</p>	<p>Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Recruter un Assistant Technique Expert en rentabilisation des Radio à focus économique pour accompagner la rentabilisation et l'autonomisation de la CCIB FM Plus. 	<p>L'Assistant Technique est recruté</p>	<p>Copie du contrat de l'Assistant Technique. Etat financiers de la CCIB FM Plus</p>	<p>SG et Cellule Communication</p>	<p>Cela n'a pas été réalisé suite aux contraintes budgétaires</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Instaurer une réunion mensuelle entre le Secrétariat Général de la CFCIB et les gestionnaires (secrétaires-exécutifs ou généraux) des chambres sectorielles et transversales 	<p>Le Secrétaire Général de la CFCIB et les gestionnaires des Chambres sectorielles et transversales se rencontrent formellement tous les mois</p>	<p>PV des réunions</p>	<p>SG</p>	<p>Les réunions mensuelles entre le Secrétariat Général et les gestionnaires (secrétaires-exécutifs ou généraux) des chambres sectorielles et transversales ont été instaurées depuis l'année 2013 mais n'ont pas été régulièrement tenues</p>

	- Instaurer une rubrique « nouvelles aux membres » dans la Newsletter et sur le Site Web de la CFCIB destinée à les informer des événements à venir et des activités réalisées le mois écoulé (activités de la CFCIB et de ses membres)	Des informations réservées aux membres figurent dans chaque Newsletter sur le site web et sont régulièrement diffusées sur la radio CCIB FM Plus	Newsletter Site Web CCIB-FM Plus (écoute)	Directeur des services aux membres et Cellule Communication	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute du site web.
	- Modifier les statuts de la CFCIB pour y instaurer une représentation à titre d'observation des représentants de la CFCIB dans les Assemblées générales de ses membres.	Des représentants de la CFCIB participent régulièrement aux AG des membres	PV des AG des membres de la CFCIB	SG et Directeur des Services aux membres	Les statuts de la CFCIB ont été révisés mais n'ont pas inclus cet aspect.
	- Renforcement des capacités du personnel de la Radio CCIB FM+	Le personnel de la Radio CCIB FM+ est formé	Rapport de formation	Radio CCIB FM+	Les journalistes et techniciens de la Radio CCIB FM+ ont été formés dans le cadre du partenariat des radios avec l'UNESCO
III. Renforcer la Gouvernance et le MemberShip	- Réviser les statuts afin de Faciliter l'adhésion directe des organisations professionnelles à la CFCIB sans les obliger à adhérer à une chambre sectorielle : Maintenir le collège de l'AG aux 13 grands secteurs + Membres entreprises VIP	Les Associations professionnelles adhèrent à la CFCIB	Liste des membres de la CFCIB validés par l'AG	Président SG	Les statuts ont été révisés

	<ul style="list-style-type: none"> - Réviser les statuts afin de Créer une catégorie de membres Entreprises ayant divers statuts VIP avec des cotisations annuelles spéciales leur réserver également une représentation au sein de l'AG et du CA 	Les grandes entreprises adhèrent à la CFCIB	Liste des membres Entreprises validées par le CA	Président SG	Les statuts ont été révisés (Cfr art.8, alinéa 3 des nouveaux statuts)
	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer une Stratégie et un Plan d'actions d'Implantation de la CFCIB dans les provinces du pays 	Les Associations professionnelles adhèrent à la CFCIB	Liste des membres de la CFCIB validés par l'AG	Président SG	Un Plan de déploiement des activités de la Chambre Fédérale de Commerce et d'Industrie du Burundi (CFCIB) sur le territoire national a été élaboré.
	<ul style="list-style-type: none"> - Mutualiser l'usage des bureaux régionaux avec les chambres sectorielles et transversales 	Dans certaines provinces la CFCIB partagent ses bureaux avec des chambres sectorielles/transversales	Copie de MOU entre le CFCIB et des CST Bureaux physiques partagés	Président SG et Directeur des services aux membres	La mise en place effective des bureaux des chambres des provinces et leur équipement a démarré en 2017 dans certaines provinces
	<ul style="list-style-type: none"> - Procéder à la révision des statuts et du ROI de la CFCIB pour favoriser une mise en œuvre rapide du Plan Stratégique 2017-2022 	Les statuts et le ROI révisés sont adoptés par l'AG	Copie des Statuts et ROI révisés avec PV de l'AG les adoptants. Copie de la transmission des Statuts au MinInter	Président Vice-Président	Les statuts et le ROI ont été révisés

	- Définir la Vision de la CFCIB et Elaborer un Code d’Ethique incluant les Valeurs Communes qui s’appliquent à tout membre tant direct qu’indirect.	Un Code d'Ethique est adopté par l'Assemblée Générale	Copie du Code d'Ethique PV d'adoption par l'AG	Président et Vice-Président	Le code d’éthique et de conduite a été élaboré
	- Produire un Document de plaidoyer de la CFCIB chaque année	Un document de plaidoyer est produit chaque année par la CFCIB	Copie du document	Directeur du Plaidoyer	Cela n’a pas été réalisé au cours de l’année 2017 faute de moyens humains
	- Organiser un Forum National Public-Privé sur le Secteur Privé (Juillet 2016)	Un Forum National Public-privé est organisé chaque année	Compte- rendu du Forum National Copie des articles dans les journaux	Secrétaire General et Directeur des Projets	Cela n’a pas été réalisé au cours de l’année 2017
	- Visite du Président dans les Chambres Provinciales	Les comités exécutifs des chambres provinciales de Kirundo, Muyinga, Cankuzo, Ruyigi, Gitega et Karusi sont informés des réalisations de la CFCIB et ses perspectives d’avenir. Leurs doléances autour desquelles la Présidence de la CFCIB doit développer des actions de plaidoyer sont également présentées.	Rapport	Secrétariat de la CFCIB	Organisation des réunions de prise de contact avec tous les comités exécutifs provinciaux de la chambre transversale des professionnels des provinces et renforcement de la présence sur le territoire national de la CFCIB

IV. Améliorer les activités de Plaidoyer et l'environnement général des affaires	Associer les ressources du Secrétariat Permanent du Cadre de Dialogue Public-Privé pour la préparation de ces fora	Les cadres du SP/DPP font partie des comités d'organisation des Fora	Copie des PV des réunions de préparation des fora	Secrétaire General et Directeur des Projets	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017
	- Créer un département de plaidoyer au sein de la CFCIB	Un département uniquement consacrée aux activités de plaidoyer existe et est opérationnel	Organigramme et ROI	CA et SG	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens
	- Mettre en place un mécanisme de remontée des doléances des chambres de la base (les chambres sectorielles et transversales ou les membres de ces chambres) vers le sommet (CFCIB).	Une note interne à la CFCIB sur les procédures de remontées des doléances des membres est élaborée et validées par gestionnaires de la CFCIB et des CST	Copie de la note	Direction des projets et services aux membres	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens
	- Mettre en place un cadre de travail formel entre les Chambres Sectorielles et Transversales et la CFCIB concernant l'activité de plaidoyer.	Des réunions régulières se tiennent entre le SG de la CFCIB et les CST sur des questions de plaidoyer	PV des réunions	Direction des projets et services aux membres et Direction du Plaidoyer	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens humains
	- Produire un document de plaidoyer sur les éléments à intégrer dans la loi des finances chaque année au plus tard en juillet intégrant une note de plaidoyer sur les questions fiscales	La note est élaborée validée et un document de plaidoyer et soumis au Gouvernement et lors du Forum annuel Public-privé	Copie de la note copie de la lettre de transmission et copie du document	Direction du Plaidoyer	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017. Néanmoins la CFCIB a été toujours associée dans le débat sur les questions fiscales et douanières
	- Produire une analyse critique du projet de loi des finances dès qu'adopté par le Gouvernement et idéalement avant analyse par le Parlement	La note est élaborée validée et un document de plaidoyer et soumis aux parlementaires	Copie de la note copie de la lettre de transmission	Direction du Plaidoyer	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens humains

	- Organisation du 2 ^{ème} Café du Président	Le café du président est organisé vue de garder un contact permanent avec les opérateurs économiques et ses partenaires potentiels	Rapport et liste des participants	Secrétariat	Le deuxième café du président a été organisé en date du 10 mars 2017.
	- Produire une note sur les projets de loi sur la table du Parlement et ayant un impact sur le secteur privé à chaque ouverture d'une session parlementaire.	La note est élaborée validée et un document de plaidoyer et soumis aux parlementaires	Copie de la note copie de la lettre de transmission	Direction du Plaidoyer	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens humains
	- Organiser des séances d'information sur le concept de PPP auprès des opérateurs du secteur privé	Des séances d'information et sensibilisation sont organisées	Compte rendu des séances d'information	Direction du Plaidoyer	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017
	- Plaidoyer pour la révision du décret 100/12 du 6 janvier 2016 portant statuts de l'agence d'appui à la réalisation des partenariats public-privé afin d'intégrer des représentants du secteur privé dans le Comité National des Contrats PPP	Le secteur privé est représenté dans le Comité National des Contrats PPP	Copie du décret révisé	Direction du Plaidoyer	Le secteur privé n'est pas représenté dans le Comité National des Contrats PPP

IV. Améliorer les activités de Plaidoyer et l'environnement général des affaires	- Plaidoyer pour la mise en place de l'agence d'appui à la réalisation des contrats de partenariats public-privé	L'Agence d'appui aux contrats PPP est mise en place	Copie des décrets et autres textes	SG	L'agence existe déjà
	- Etude de l'impact de l'entrée du Burundi dans l'EAC sur le secteur privé et élaboration d'une note de plaidoyer	Une étude est réalisée et validée par les parties prenantes	Copie de l'étude et de sa note de plaidoyer et de la lettre de transmission aux autorités et PTF pertinents	Direction du Plaidoyer	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens matériels et humains
	- Etude sur les contraintes à l'exportation des produits Burundais et élaboration d'une note de plaidoyer	Une étude est réalisée et validée par les parties prenantes	Copie de l'étude et de sa note de plaidoyer et de la lettre de transmission aux autorités et PTF pertinents	Direction du Plaidoyer	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens matériels et humains
	- Etude comparatives des Avantages offerts par les Code des Investissements des différents pays de l'EAC et du COMESA et élaboration d'une note de plaidoyer pour la révision du Code des	Une étude est réalisée et validée par les parties prenantes	Copie de l'étude et de sa note de plaidoyer et de la lettre de transmission aux autorités et PTF pertinents	Direction du Plaidoyer	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens matériels et humains
	Investissements burundais				
	- Mettre en place un cadre de coopération formelle entre la CFCIB et le Cadre de Dialogue Public-Privé (et son secrétariat permanent).	Un mémorandum d'entente et de collaboration est signé avec le Secrétariat Permanent du DPP	Copie du MOU des PV de réunions d'évaluation de sa mise en œuvre	SG et Direction du Plaidoyer	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017

	<ul style="list-style-type: none"> - Mobiliser les ressources du Secrétariat Permanent du Cadre de Dialogue Public-Privé pour les activités de plaidoyer envers les pouvoirs publics 	<p>Le secrétariat Permanent du DPP est impliqué dans les actions de plaidoyer de la CFCIB</p>	<p>Copie des PV des réunions et compte rendus des activités de plaidoyer</p>	<p>SG et Direction du Plaidoyer</p>	<p>Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un cadre de partenariat privilégié avec l'Agence de promotion des Investissements 	<p>Des réunions d'évaluation de la mise en œuvre du MOU sont tenues</p>	<p>PV des réunions</p>	<p>SG</p>	<p>Le MOU a été signé avec l'API. Une émission hebdomadaire à la CCIB FM+ est animée par l'API</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Participer à toutes les délégations menant des négociations dans le cadre de l'intégration régionale des accords commerciaux et autres accords internationaux ayant un impact direct sur le secteur privé 	<p>la CFCIB et/ou ses membres sont représentés dans toutes les délégations</p>	<p>Compte rendus des missions</p>	<p>SG et Direction du Plaidoyer</p>	<p>La CFCIB et/ou ses membres ont participé dans les réunions régionales (EABC et autres)</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Etude synthèse sur toutes les négociations commerciales et assimilées dans lesquelles le Burundi est engagé et les enjeux y relatifs 	<p>Une étude est réalisée et validée par les parties prenantes</p>	<p>Copie de l'étude Compte rendu de la séance de validation/sensibilisation</p>	<p>Direction du Plaidoyer</p>	<p>Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens matériels et humains</p>

	- Mettre en place un calendrier annuel des événements qui se tiennent dans ces ensembles régionaux et intéressant la CFCIB	Un calendrier annuel des événements est disponible et publié sur le site web de la CFCIB et les événements des deux prochains mois publiés dans la Newsletter	Site Web et Newsletters	Secrétariat General et Cellule Communication	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017
	- Mission commerciale d'une délégation de la CFCIB à Kigoma en tanzanie (28 au 31 mai 2017)	Une rencontre d'affaire avec les partenaires potentiels commerciaux de Kigoma est organisée	Rapport de mission	Secrétariat	Formulation des recommandations pour l'élimination des Barrières Non Tarifaires identifiées.
	- Participation de la CFCIB dans les réunions régionales et internationales	Participation dans les réunions organisées par le secrétariat de l'EAC et l'EABC			Renforcement du partenariat commercial et économique dans la région.
	- Appui aux chambres sectorielles et transversales dans leurs actions de plaidoyer	Des actions de plaidoyer sont menées par les chambres sectorielles et transversales	Rapports	Secrétariat CAB	Organisation d'une campagne de plaidoyer par la CAB avec l'appui de la CFCIB à travers le projet CFCI-TMEA
V. Renforcer les Chambres sectorielles et transversales	- Diagnostic et élaboration des Plan Stratégiques des Chambres sectorielles et transversales	Les plans stratégiques des CST sont approuvés	Copie des Plans et PV d'adoption par les CST	Direction des Projets et Services aux Membres	Certaines chambres disposent des plans stratégiques mais la plus part n'en ont pas.
	- Appui à l'élaboration de manuels de procédures et de Règlements d'Ordre Intérieur	les manuels de procédures et les ROI sont adoptés par les CST	Copie des MP et des ROI et PV d'adoption par les AG des CST	Direction des Projets et Services aux Membres	Certaines chambres disposent des manuels de procédures mais la plus part n'en ont pas.

	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des Secrétaires Exécutifs des Chambres sectorielles sur l'élaboration des projets sur la communication institutionnelle sur l'Anglais sur le plaidoyer et sur le management des associations 	Les secrétaires exécutifs des CST ont suivi des formations pertinentes	Rapports de formations et copie des certificats	Direction des Projets et Services aux Membres	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens matériels
	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à la rédaction d'un document de plaidoyer sectoriel (A présenter lors du Forum Public-Privé annuel) à réviser annuellement 	Chaque chambre sectorielle dispose de son document de plaidoyer	Copie des documents	Direction des Projets et Services aux Membres	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens matériels et humains
	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des membres des Bureaux Exécutifs sur le plaidoyer et sur le management des associations - Equipement des secrétariats exécutifs 	<p>Les membres des bureaux exécutifs des CST ont suivi des formations pertinentes</p> <p>les bureaux des Chambres sectorielles</p>	<p>Compte rendu des formations + Certificats</p> <p>Copie des inventaires des CST</p>	<p>Direction des Projets et Services aux Membres</p> <p>Direction des Projets et Services aux Membres</p>	<p>Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens matériels et humains</p> <p>Les chambres sectorielles ont acquis des équipements informatiques dans le cadre du projet CFCIB-TMEA</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Allouer un bureau commun à toutes les chambres ne disposant pas de locaux et 	Un bureau réservé aux chambres sectorielles dans le besoin est disponibilisé et équipé	Visite physique du bureau	Direction des Projets et Services aux Membres et DAF	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017. Certaines chambres sectorielles (HTB, ACOBU, CA B, BTP, CHASAA) ont des bureaux au

					sein de l'Immeuble de la CFCIB
	leur proposer de mutualiser les frais d'un secrétaire exécutif unique				
	- Appui aux chambres sectorielles pour leur participation dans les foras régionaux	Participation de la CHASAA à la foire JAMAFEST (07 au 15 septembre 2017) avec l'appui de la CFCIB à travers le projet CFCI-TMEA	Rapport	Secrétariat	Ouverture des nouvelles frontières du marché pour les produits artisanaux fabriqués au Burundi
VI. Améliorer les Services rendus aux entreprises	- Mise en place d'Un Guichet d'orientation et d'appui aux exportateurs et aux importateurs	Le Guichet a un bureau équipé et est des cadres d'orientation sont recrutés	Visite physique du bureau copie des contrats / liste de paie	Direction du renforcement des capacités des entreprises	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens matériels et humains
	- Elaboration d'un Guide de l'Export-Import et de l'implantation en zone EAC pour une entreprise Burundaise	Un Guide est disponible et validé par les parties prenantes et mis à jour régulièrement	Copie du Guide et PV de validation	Direction du renforcement des capacités des entreprises	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens matériels et humains
	- Elaboration d'un Guide de l'Entrepreneur et de l'Investisseur au Burundi	Un Guide est disponible et validé par les parties prenantes et mis à jour régulièrement	Copie du Guide et PV de validation	Direction du renforcement des capacités des entreprises	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens matériels et humains

VI. Améliorer les Services rendus aux entreprises	- Organisation de visites de prospections dans des marchés cibles	Des visites de prospections sont organisées chaque année	Compte rendu des visites de prospection	Direction du renforcement des capacités des entreprises	Une mission commerciale sur KIGOMA en Tanzanie a été organisée du 28 au 31 mai 2017
	- Initier des partenariats avec les organisations sœurs de l'EAC COMESA et autres	Des partenariats sont signés avec des organisations sœurs	Copie des MOU	SG et Direction du renforcement des capacités des entreprises	La CFCIB est membre de l'EABC et du CBC
	- Mise en place d'une Equipe d'Appui-Conseil aux PME et aux Exportateurs	L'équipe a un bureau équipé et est des cadres d'appuis sont recrutés	Visite physique du bureau copie des contrats / liste de paie	SG	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens matériels et humains
	- Renforcement des synergies d'action avec le Burundi Business Incubator	Signature d'un MOU	Compte rendus des actions communes	Direction du renforcement des capacités des entreprises	La CFCIB, l'AFAB et l'AIB sont représentées dans le comité exécutif et le comité de surveillance du BBIN
	- Renforcer le réseau d'Espaces d'Entreprises	Le réseau d'Espace d'entreprises est opérationnel	Rapport d'activités	Direction du renforcement des capacités des entreprises	Le réseau d'Espace d'entreprises n'est pas encore opérationnel mais le processus de recrutement d'un cabinet pour la mise en place de l'Espace d'entreprise a commencé en 2017.
	- Organiser des Compétitions de Plans d'Affaires	Une compétition est organisée chaque année	Compte rendu des compétitions	Direction du renforcement des capacités des entreprises	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens

					matériels et humains
VII. Améliorer l'Autonomie financière de la CFCIB	- Deux foires sectorielles organisées annuellement	Deux foires sectorielles sont organisées annuellement	Compte rendu des foires copie des articles dans la presse	Direction des Projets et Services aux membres	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens matériels et humains
	- Faire le recensement de tous les programmes des bailleurs de fonds susceptibles de financer des activités/projets intéressant la CFCIB ou ses membres et élaborer un document synthèse sur les différents mécanismes de financement	Un document reprenant la liste des bailleurs de fonds et des conditions d'accès au financement est édité	Copie des documents	Direction des Projets et Services aux membres	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens matériels et humains
	- Sensibiliser et informer les différentes chambres sur ces programmes de financement	Des séances de sensibilisation sont organisées	Compte rendu des réunions de sensibilisation	Direction des Projets et Services aux membres	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens humains
	- Accompagner les chambres dans l'élaboration des concepts notes de projets	Les chambres sectorielles soumettent des concepts note de qualité aux PTF	Copie des concepts notes soumises	Direction des Projets et Services aux membres	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens humains

	- Soumettre un projet d'investissement au moins par an de la CFCIB à des bailleurs de fonds	Un dossier de demande de financement est soumis à un bailleur de fonds	Copie du dossier de demande de financement	SG & Direction des Projets et Services aux membres	En 2017, la CFCIB a obtenu l'appui financier de TMEA, Banque Mondiale, BAD (connexion internet), UNESCO (formation des journalistes), la Chambre sectorielle des Industriels (sponsor)
	- Optimiser la mise en location des bureaux du siège de la CFCIB	Tous les bureaux de l'immeuble de la CFCIB sont loués à des prix proches du prix du marché et les loyers sont payés à temps	Rapport sur la location des bureaux	Direction Financière	Tous les bureaux de l'immeuble de la CFCIB sont loués mais les loyers ne sont pas payés à temps. Les chambres sectorielles HTB et la CAB cumulent beaucoup de mois d'arriérés
	- Optimiser la location de la salle de réunion de la CFCIB	Travaux d'amélioration et équipement de la salle	Copie des comptes rendus des travaux rapport annuels sur la location de la salle	Direction Financière	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017-contraintes budgétaires
	- Instaurer un statut de membre VIP Entreprise avec des cotisations spéciales.	Des entreprises adhèrent au programme spécial des Entreprises VIP	Liste des membres Entreprises et rapports sur les contributions spéciales	Président et SG	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 mais les statuts révisés le prévoient

	- Instaurer un système de cotisations permettant de couvrir les charges fixes incompressibles de la CFCIB	Les cotisations des membres couvrent les charges fixes incompressibles de la CFCIB et sont payées régulièrement	Rapports Financiers de la CFCIB	Président	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017. Les chambres ne cotisent pas
	- Espaces publicitaires sur la Newsletter le Site Web les Guides. Abonnement à l'espace d'entreprises etc.	Les outils de communications et d'informations de la CFCIB génèrent des revenus publicitaires	Rapports Financiers de la CFCIB	Cellule Communication et DAF	Les revenus des outils de communication de la CFCIB ont diminué en 2017.
	- Renforcer les capacités du Secrétariat General en Gestion Fiduciaire (gestion Financière et Passation des marchés) et en suivi-évaluation	Des cadres de la CFCIB sont formés sur la gestion financière et la passation des marchés par un organisme reconnu	Rapports et certificats de formation	Direction Administrative et financière	Les formations n'ont pas eu lieu au cours de l'année 2017 faute de moyens financiers
	- Effectuer un audit financier et organisationnel annuel	Un audit financier et organisationnel est effectué chaque année	Copie du rapport d'audit final	Direction Administrative et financière	Un audit financier et organisationnel pour l'année 2017 a été effectué
	- Mise à jour du manuel de procédures de la CFCIB pour le rendre conformes aux meilleures pratiques	Le manuel des procédures de la CFCIB est conforme aux meilleurs pratiques	Copie du manuel de procédures et des passages des rapports d'audit qui se prononcent sur le manuel de procédures	Direction Administrative et financière	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens financiers
VIII. Promouvoir l'entreprenariat des femmes et des jeunes	- Effectuer une étude sur la situation de l'entreprenariat des femmes et la représentativité des femmes dans le secteur privé Burundais et élaborer une note de plaidoyer	Une étude est réalisée et validée par les parties prenantes	Copie de l'étude et de sa note de plaidoyer et de la lettre de transmission aux autorités et PTF pertinents	SG	Cela n'a pas été réalisé au cours de l'année 2017 faute de moyens financiers

--	--	--	--	--	--

CONCLUSION

L'année 2017 a été teintée par plusieurs activités qui ont permis à la CFCIB de s'affirmer comme véritable représentant du Secteur Privé et acteur incontournable dans la vie économique du pays.

Cependant, comme par le passé, la CFCIB fait face à des défis importants à savoir :

- la mobilisation des ressources en vue de la pérennisation de la Chambre ;
- le nombre insuffisant du personnel ;
- l'amélioration de la qualité et de la diversification de ses prestations ;
- la faiblesse des appuis de la part des bailleurs de fonds.

Malgré ces défis qui restent immenses, les partenaires de la CFCIB tant publics que privés confirment que la CFCIB est une structure adéquate pour représenter le Secteur Privé burundais.

La bonne collaboration entre l'équipe dirigeante de la CFCIB et les autres organes de la CFCIB ainsi que divers partenaires du secteur privé constitue l'un des facteurs ayant contribué à atteindre les résultats ci-haut mentionnés.

Mais également, n'eut été le dévouement du personnel de la CFCIB bien qu'insuffisants, les performances satisfaisantes enregistrées jusqu'ici n'auraient pu être atteintes.

Que tous les partenaires du secteur privé en général et le Gouvernement du Burundi en particulier qui ont accompagné la CFCIB au cours de l'année 2017 trouvent en ces réalisations le couronnement de leurs efforts.

Fait à Bujumbura, le 03/07/2018

Denis

NSHIMIRIMANA

Secrétaire Général

